

L'autonomisation des femmes, un atout pour l'économie



Ana Revenga et Sudhir Shetty

Rizière près du village de Bagabar dans le district de Maharai Gani (Inde).

La réduction des inégalités profite à toute la société, pas uniquement aux femmes

JUSQU'À une époque récente, les femmes se heurtaient à des obstacles gigantesques pour être traitées sur un pied d'égalité avec les hommes. Il y a encore un quart de siècle, les inégalités étaient aussi manifestes que répandues, à l'université, au travail et même au foyer. Depuis, la condition féminine s'est nettement améliorée à maints égards partout dans le monde. Dans la plupart des pays, riches ou en développement, filles et femmes sont davantage scolarisées, vivent plus longtemps, ont de meilleurs emplois et acquièrent des droits. Mais de fortes inégalités subsistent. Le risque de mortalité des femmes est plus élevé dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. Elles gagnent moins et sont moins productives presque partout dans le monde et ont moins l'occasion de décider de leur sort.

Selon le *Rapport sur le développement dans le monde : égalité des genres et développement* publié par la Banque mondiale en 2012, l'élimination des disparités est importante pour le développement et l'évolution de la société. Davantage d'égalité peut renforcer la productivité, améliorer le développement des jeunes générations et rendre les institutions et les politiques plus représentatives.

De nombreuses inégalités demeurent, même à mesure que les pays se développent, ce qui plaide en faveur d'une action soutenue et précise des pouvoirs publics. Les politiques correctives auront davantage de retombées sur le développement qu'elles cibleront les inégalités les plus graves. Pour être efficaces, elles doivent s'attaquer

aux causes profondes des inégalités sans faire abstraction de l'économie politique.

Des progrès inégaux

Les différents aspects de l'égalité entre les sexes (accès à l'éducation et aux soins de santé, débouchés économiques et rôle au sein du ménage et de la société) ont connu une évolution mitigée ces 25 dernières années. Dans l'éducation par exemple, les inégalités ont presque toutes été éliminées, mais les progrès ont été plus lents pour les femmes pauvres ou autrement désavantagées (appartenance ethnique notamment). Dans d'autres domaines, elles mettent plus de temps à disparaître, même parmi les femmes aisées et dans les pays qui, par ailleurs, se développent rapidement.

Dans l'enseignement primaire, la discrimination a disparu presque partout et elle régresse fortement dans l'enseignement secondaire. En fait, dans près d'un tiers des pays en développement, les filles sont désormais plus nombreuses que les garçons dans le secondaire. Dans les deux tiers des pays pour lesquels des données sont disponibles, les jeunes femmes sont désormais majoritaires dans les universités : elles représentent aujourd'hui 51 % des étudiants dans le monde (voir graphique 1). Toutefois, plus de 35 millions de filles ne sont toujours pas scolarisées dans les pays en développement (contre 31 millions de garçons) et les deux tiers appartiennent à des minorités ethniques.

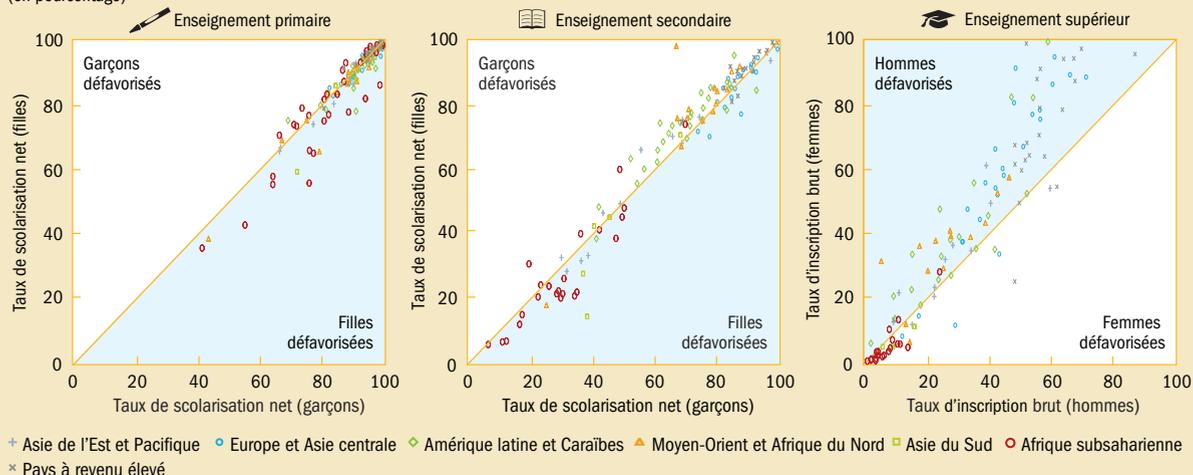
Depuis 1980, les femmes vivent plus longtemps que les hommes dans toutes les régions

Graphique 1

À l'école

Il existe une parité garçons-filles aux niveaux primaire et secondaire, tandis que les jeunes femmes sont majoritaires dans l'enseignement supérieur.

(en pourcentage)



Source : Banque mondiale, base de données des indicateurs du développement dans le monde.

Note : La diagonale tracée dans chaque graphique correspond à la parité. Tout point situé au dessus de cette droite signifie que plus de personnes de sexe féminin que de sexe masculin sont scolarisées.

du monde. Cependant, encore aujourd'hui, davantage de filles et de femmes meurent plus jeunes dans presque tous les pays en développement. Par suite de cette « surmortalité féminine », environ 3,9 millions de filles et de femmes de moins de 60 ans « manquent à l'appel » tous les ans dans les pays en développement (voir tableau). Les deux cinquièmes approximativement ne parviennent pas à la naissance, un sixième meurt en bas âge et plus d'un tiers pendant les années de fécondité. La mortalité féminine augmente en Afrique subsaharienne, surtout pour les femmes en âge de procréer et dans les pays durement touchés par la pandémie du VIH/SIDA (Banque mondiale, 2011, chapitre 3).

Plus d'un demi-milliard de femmes ont rejoint le monde du travail ces 30 dernières années et les femmes représentent maintenant plus de 40 % des travailleurs à l'échelle mondiale. Cela tient notamment à une diminution sans précédent de la fécondité dans des pays en développement aussi divers que le Bangladesh, la Colombie et l'Iran, parallèlement à un relèvement du niveau d'éducation des femmes. Toutefois, elles continuent en général de gagner moins que les hommes (Banque mondiale, 2011, chapitre 5 en particulier) pour des raisons diverses. Plus souvent, elles travaillent dans leur famille sans être rémunérées ou dans le secteur informel. Les agricultrices exploitent des lopins de terre moins grands ou se livrent à des cultures moins rentables que les hommes et les entreprises dirigées par des femmes sont plus petites et appartiennent à des secteurs moins lucratifs.

Quant aux droits des femmes et à leur influence, presque tous les pays ont maintenant ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Dans tous les pays toutefois, les femmes (surtout pauvres) interviennent moins que les hommes dans les décisions et les ressources du ménage. En outre, elles risquent davantage d'être victimes de violences domestiques (dans les pays riches ou en développement). Et dans tous les pays, riches ou pauvres, moins de femmes participent aux instances politiques, surtout aux niveaux élevés.

Égalité des genres et développement

L'égalité des genres est importante en soi. Le développement est un processus d'expansion des libertés qui doit profiter également à tous, hommes et femmes (Sen, 2009). L'élimination des disparités entre les conditions de vie des hommes et des femmes fait autant partie du développement que la lutte contre la pauvreté monétaire. Une plus grande égalité accroît également l'efficacité économique et améliore les autres volets du développement de trois façons importantes :

- Premièrement, les femmes représentant maintenant dans le monde 40 % de la population active et plus de la moitié des étudiants, la productivité mondiale augmentera si leurs compétences et leurs aptitudes sont davantage exploitées. Dans le secteur agricole par exemple, si les femmes avaient le même accès que les hommes aux moyens de production comme les terres et les engrais, la production pourrait augmenter de 2,5 % à 4 % dans les pays en développement (FAO, 2011). L'élimination des obstacles au travail des femmes dans certains secteurs ou métiers pourrait, grâce à une plus grande participation des femmes et à une productivité plus forte du travail, accroître la production de 25 % dans certains pays par une meilleure utilisation de leurs compétences et aptitudes (Cuberes et Teignier-Baqué, 2011).

- Deuxièmement, une plus grande implication des femmes dans le contrôle des ressources des ménages, grâce à leurs propres gains ou à des transferts monétaires, peut renforcer les perspectives de croissance des pays par une augmentation des dépenses dans un sens qui profite aux enfants (en matière d'alimentation et d'enseignement par exemple). C'est ce qui ressort d'un certain nombre d'observations dans des pays aussi divers que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Royaume-Uni (Banque mondiale, 2011).

- Enfin, en donnant aux femmes les moyens d'agir sur la scène politique, économique et sociale, les problématiques à l'ordre du jour peuvent évoluer et les institutions peuvent devenir plus

représentatives de la diversité citoyenne. En Inde, la place accordée aux femmes au niveau local s'est traduite par la fourniture de plus de biens publics, comme l'eau et l'assainissement, qui présentent pour elles une plus grande importance (Beaman *et al.*, 2011).

Favoriser le développement

Pour mieux comprendre l'évolution conjointe de l'égalité et du développement, il est utile d'examiner la réaction des ménages au fonctionnement et à la structure des marchés et des institutions tant formelles (lois, règlements, services publics) qu'informelles (rôles des hommes et des femmes, normes et réseaux sociaux).

Les marchés et les institutions aident à déterminer les motivations et les préférences des différents membres des ménages, ainsi que leurs contraintes, leur influence et leur pouvoir de négociation. Ainsi se produisent des interactions entre les ménages, leurs décisions, les marchés et les institutions formelles et informelles, interactions qui déterminent le sort respectif des hommes et des femmes. Cette grille de lecture aide à comprendre comment la croissance (hausse des revenus) influe en agissant sur le fonctionnement des marchés et des institutions et sur la prise de décision des ménages. Le graphique 2 fait ressortir l'impact de la croissance, signalé par la flèche «Croissance» qui fait tourner le train d'engrenages dans le sens d'une plus grande égalité. La flèche «Égalité» montre comment l'élimination des disparités peut contribuer à la croissance.

Par ailleurs, ce cadre explique pourquoi l'écart de scolarisation s'est comblé si vite. La croissance des revenus (en atténuant les contraintes budgétaires des ménages et de l'État), les marchés (en offrant de nouvelles possibilités d'emploi aux femmes) et les institutions formelles (en développant le système scolaire et en abaissant le coût) ont influencé les décisions des ménages en faveur de l'éducation des filles et des jeunes femmes dans de nombreux pays.

Ce cadre explique aussi pourquoi les femmes pauvres subissent toujours de graves disparités, surtout quand elles souffrent d'autres

formes d'exclusion (vivre dans une région reculée, appartenir à une minorité ethnique ou souffrir d'un handicap). En Inde et au Pakistan par exemple, il n'y a aucune différence entre le nombre de garçons et de filles scolarisés pour le quintile le plus riche de la population, alors que l'écart est de près de cinq ans dans le quintile le plus pauvre. Au Guatemala, le taux d'analphabétisme des femmes indigènes est deux fois plus élevé que celui des autres femmes et dépasse de 20 points celui des hommes indigènes. Les apports du marché, la meilleure prestation de services et l'augmentation des revenus, qui en général favorisent l'éducation des filles et des jeunes femmes, n'ont pas pu atteindre ces populations très désavantagées.

Conséquences pratiques

Pour promouvoir l'égalité, les responsables politiques doivent se donner cinq priorités : réduire la surmortalité des filles et des femmes, éliminer les discriminations qu'elles subissent encore dans l'éducation, leur offrir davantage de débouchés économiques et ainsi accroître leur revenu et leur productivité, leur assurer une influence égale dans les ménages et la société, et limiter la transmission intergénérationnelle des inégalités.

Pour réduire la surmortalité, il faut en déterminer les causes à chaque âge. Les filles étant plus sensibles que les garçons aux maladies infectieuses véhiculées par l'eau pendant la première et la petite enfance, il est essentiel d'améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement (comme au Vietnam) pour réduire cette surmortalité dans ce groupe d'âges (Banque mondiale, 2011). Il est crucial de renforcer les soins de santé aux femmes enceintes, comme l'ont fait le Sri Lanka, au début de son processus de développement, et la Turquie plus récemment. Dans les régions d'Afrique subsaharienne les plus touchées par le VIH/SIDA, il faut en priorité faciliter l'accès aux médicaments antirétroviraux et réduire l'incidence des nouvelles infections. Pour enrayer les avortements sélectifs qui aboutissent à limiter le nombre de filles (surtout en Chine et dans le Nord de l'Inde), il convient, comme en Corée, de renforcer la valeur sociale des filles.

En matière d'éducation, pour combler le fossé qui persiste dans certains pays, il faut éliminer les obstacles ethniques, géographiques ou dus à la pauvreté. Par exemple, lorsque se pose essentiellement un problème de distance (comme dans les régions rurales en République islamique d'Afghanistan), l'augmentation du nombre des écoles peut réduire les inégalités. Si des solutions sur mesure sont difficiles à appliquer ou trop coûteuses, des interventions au niveau de la demande, comme des transferts monétaires liés à l'assiduité scolaire, peuvent aider à scolariser les filles de familles pauvres. De tels transferts ont permis de relever le taux de scolarisation des filles dans des pays aussi divers que le Mexique, la Turquie et le Pakistan (Banque mondiale, 2011).

Où sont-elles?

En 2008, environ 4 millions de femmes «manquaient à l'appel».

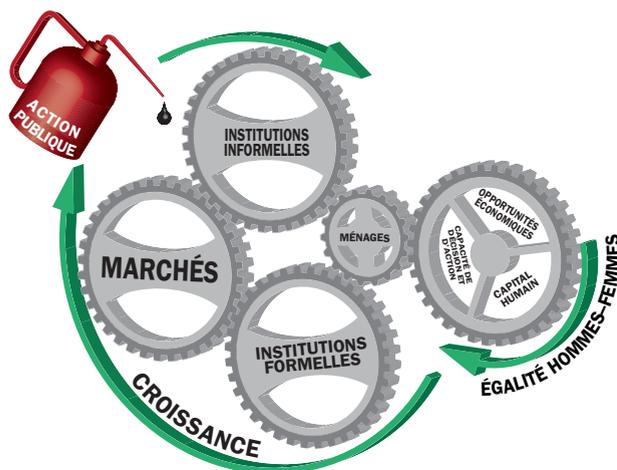
(Surmortalité féminine; en milliers)

	À la naissance		Moins de 5 ans		5-14 ans		15-49 ans		50-59 ans		Total (moins de 60 ans)	
	1990	2008	1990	2008	1990	2008	1990	2008	1990	2008	1990	2008
Chine	890	1.092	259	71	21	5	208	56	92	30	1.470	1.254
Inde	265	257	428	251	94	45	388	228	81	75	1.255	856
Afrique subsaharienne	42	53	183	203	61	77	302	751	50	99	639	1.182
Pays à forte prévalence du VIH	0	0	6	39	5	18	38	328	4	31	53	416
Pays à faible prévalence du VIH	42	53	177	163	57	59	264	423	46	68	586	766
Asie du Sud (Inde non comprise)	0	1	99	72	32	20	176	161	37	51	346	305
Asie de l'Est et Pacifique (Chine non comprise)	3	4	14	7	14	9	137	113	48	46	216	179
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5	6	13	7	4	1	43	24	15	15	80	52
Asie centrale et de l'Est	7	14	3	1	0	0	12	4	4	3	27	23
Amérique latine et Caraïbes	0	0	11	5	3	1	20	10	17	17	51	33
Total	1.212	1.427	1.010	617	230	158	1.286	1.347	343	334	4.082	3.882

Source : Estimations de l'équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2012* basées sur des données de l'Organisation mondiale de la santé, 2010, et de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

Les rouages de l'égalité

La parité hommes-femmes résulte des interactions entre les ménages, les marchés et les institutions.



Source : Banque mondiale, 2011, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2012.

Pour offrir plus de débouchés économiques aux femmes et ainsi réduire les inégalités de revenu et de productivité, il faut conjuguer des politiques diverses. Les solutions sont notamment de permettre aux femmes de se ménager du temps pour travailler (par exemple en versant des subventions pour la garde des enfants, comme en Colombie) et de faciliter l'accès au crédit, comme au Bangladesh, et aux ressources productives, surtout les terres, comme en Éthiopie, où les titres fonciers sont désormais accordés conjointement aux époux. Il sera aussi possible de multiplier les débouchés en s'attaquant au manque d'information sur la productivité féminine au travail et en éliminant les discriminations sexospécifiques des institutions (par exemple, en adoptant des quotas qui favorisent les femmes ou des programmes de placement comme en Jordanie).

Pour réduire les inégalités au sein des ménages et dans la société, il faut agir sur plusieurs fronts, dont l'influence des croyances et des normes sociales, les débouchés économiques, le cadre juridique et l'éducation. Des mesures visant à accroître le droit de regard des femmes sur les ressources du ménage et des lois qui leur permettent d'accumuler plus facilement des avoirs, surtout en renforçant leur droit de propriété, sont importantes. Au Maroc, la récente réforme du droit de la famille a consolidé le droit de propriété des femmes en égalisant les droits des conjoints sur les acquêts. Il est notamment possible d'augmenter l'influence des femmes dans la société en les formant à de futurs postes de dirigeants, en les faisant participer davantage à la vie syndicale et aux associations professionnelles et en instituant des quotas dans le monde politique.

Pour limiter les inégalités dans le temps, il est capital de cibler les adolescentes et les jeunes adultes. Les décisions prises à cet âge sont déterminantes (compétences, santé, opportunités économiques et aspirations). Pour éviter de pérenniser les inégalités, il faut insister sur le renforcement du capital social et humain (comme au Malawi, par exemple, avec les transferts monétaires en faveur des

filles pour qu'elles ne quittent pas l'école ou y retournent), faciliter la transition de l'école au travail (comme avec les programmes de formation au travail ou à la vie quotidienne destinés aux jeunes Ougandaises) et modifier les aspirations (l'Inde donne comme modèles à ses jeunes femmes les dirigeantes politiques de ce pays).

Les mesures prises par les pays sont cruciales, mais la communauté internationale peut agir de façon complémentaire dans ces domaines prioritaires, grâce à des financements, des actions coordonnées en faveur de l'innovation et de l'apprentissage ou des partenariats plus efficaces. Le financement devrait être affecté directement aux efforts que déploient les pays les plus pauvres pour réduire la surmortalité des filles et des femmes (en investissant dans des systèmes d'eau potable et d'assainissement et dans les services maternels) et les inégalités persistantes dans l'éducation. Les partenariats ne doivent pas se limiter aux États et aux organismes de développement, mais impliquer le secteur privé, la société civile et les universités des pays riches et des pays en développement.

Enfin, si beaucoup reste à faire, le monde a déjà profondément changé en reconnaissant finalement que l'égalité hommes-femmes est souhaitable dans l'intérêt de tous. Il est de plus en plus évident que l'élimination des inégalités a de nombreux avantages, économiques ou autres. Parmi les milliers de personnes interrogées pour le *Rapport sur le développement dans le monde*, un Vietnamien de Hanoï déclarait : «Je pense qu'aujourd'hui l'égalité est plus grande. Les femmes peuvent avoir le travail qu'elles souhaitent. Elles sont très fortes. Dans certaines familles, la femme est la personne la plus puissante. En général, les hommes dominent encore, mais la situation des femmes s'est nettement améliorée. La coopération et l'égalité entre mari et femme sont la clé du bonheur. Je pense que le bonheur c'est lorsque l'égalité existe au sein d'un couple». ■

Ana Revenga est directrice sectorielle, Département du développement humain pour la région Europe et Asie centrale, et Sudhir Shetty directeur sectoriel, Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique, région Asie de l'Est et Pacifique (Banque mondiale).

Le présent article s'inspire du Rapport sur le développement dans le monde 2012 : égalité des genres et développement, publié par la Banque mondiale en 2011. Les données et les analyses mentionnées sont citées dans les sections pertinentes du rapport.

Bibliographie :

- Banque mondiale, 2011, Rapport sur le développement dans le monde 2012 : égalité des genres et développement (Washington).*
- Beaman, Lori, Raghendra Chattopadhyaya, Esther Duflo, Rohini Pande, and Petia Topalova, forthcoming, "Political Reservation and Substantive Representation: Evidence from Indian Village Councils," 2011, in India Policy Forum 2010-11, ed. by Suman Bery, Barry Bosworth, and Arvind Panagariya (Washington: Brookings Institution and National Council of Applied Economic Research).*
- Cuberes, David, and Marc Teignier-Baqué, 2011, "Gender Equality and Economic Growth," Background Paper for the World Development Report 2012.*
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2011, The State of Food and Agriculture 2010-11: Women in Agriculture—Closing the Gender Gap for Development (Rome).*
- Sen, Amartya, 2009, Development as Freedom (New York: Anchor Books).*